

United Nations
MM

Nations Unies

UNRESTRICTED
T/P.V. 23
24 April 1947
French

TRUSTEESHIP
COUNCIL

CONSEIL
DE TUTELLE

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4) toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA VINGT-TROISIEME SEANCE

tenue à Lake Success, le jeudi 24 avril 1947

à 14 heures

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (Etats-Unis)

Communication du Président

LE PRESIDENT (interprétation) : L'article 9 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale prévoit qu'un exemplaire de la convocation pour chaque session de l'Assemblée doit être envoyé à tous les organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux agences spécialisées auxquelles il est fait allusion dans l'article 57, paragraphe 2 de la Charte.

Conformément à cet article 9, le Secrétaire général m'a adressé une lettre, le 18 avril 1947, en ma qualité de Président du Conseil de tutelle. Je vais demander au Secrétaire du Conseil de vous en donner lecture.

LE SECRETAIRE DU CONSEIL (interprétation) : La lettre en question est rédigée comme suit :

"Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur provisoire de l'Assemblée, j'ai l'honneur de joindre un exemplaire du télégramme envoyé aux Membres des Nations Unies, en date du 13 avril 1947, pour convoquer la première session spéciale de l'Assemblée générale.

signé : Trygve Lie"

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne prendrai par le temps de lire le télégramme joint à cette lettre et demanderai simplement qu'il figure au compte rendu sténographique.

(Ce texte n'a pas été lu ni interprété en séance)

Rapport du Secrétaire général sur les frais encourus par une
visite aux Samoa.

LE PRESIDENT (interprétation) : Lorsque nous avons discuté la question de cette visite aux Samoa, nous avons envisagé, vous vous en souvenez, de rédiger un projet de résolution, et nous devons demander au Secrétaire général de nous faire un rapport, conformément à l'article 65, sur les conséquences financières de cette entreprise.

Je demanderai au Secrétaire général adjoint de bien vouloir lire ou résumer ce rapport.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (interprétation) : Conformément à l'article 65 du Règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Secrétaire général a préparé l'estimation suivante des dépenses entraînées par l'exécution de la visite projetée dans le Samoa occidental, à la suite de la pétition des représentants de ce pays.

Les dépenses totales pour les membres de la mission dépendent du nombre de mois :

	<u>1 mois</u>	<u>2 mois</u>	<u>3 mois</u>
Membres de la mission	\$ 1.800	\$ 2.400	\$ 3.000
Experts	\$ 2.700	\$ 3.400	\$ 5.700
Membres du Secrétariat (°)	\$ 1.500	\$ 2.000	\$ 2.300

(°) Pour cette catégorie, l'évaluation représente une moyenne, car les indemnités varient selon le rang.

Ces chiffres comprennent toutes les dépenses, y compris les frais de voyage, salaires et indemnités. Pour les experts, on compte

un salaire quotidien de 50 dollars, mais l'évaluation ne tient pas compte des indemnités.

Les frais envisagés pour les dépenses matérielles, par exemple le transport des documents, des machines à écrire, l'impression des rapports, la location de bureaux, les frais de représentation, etc ... se monteraient approximativement à 16.000 dollars.

Il reste encore à évaluer d'autres frais de moindre importance, par exemple le prix du transport d'une île à l'autre, le transport vers l'intérieur des terres, le salaire des secrétaires et des interprètes qui seraient recrutés localement. Des informations concernant ces dépenses seront demandées par télégramme au territoire intéressé.

L'ensemble des dépenses totales pour une visite de deux mois, comprenant quatre membres et quelques employés du Secrétariat, s'élèverait à peu près de 45.000 à 50.000 dollars.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Vous vous souvenez que nous avons envisagé hier un projet de résolution recommandé par le Comité. Si le Conseil est d'accord, il faudrait, je pense que nous approuvions cette résolution, afin que puisse s'établir le Comité de sélection devant désigner les membres qui se rendront en mission aux Samoa.

Je vous donne à nouveau lecture de cette résolution afin de l'avoir présente à l'esprit :

Il est rappelé que, en tenant compte des dispositions de l'article 65 concernant les conséquences financières, le Conseil de tutelle autorise, par la présente, l'envoi aux Samoa occidentales, d'une mission de visite chargée :

1°) de faire enquête sur la pétition, en date du 18 novembre 1946, du Fautua, des membres du Conseil législatif, des juges/du ^{associés} Feipule, et des représentants de districts du Samoa occidental, afin que le Samoa reçoive l'autonomie;

2°) de demeurer sur le territoire durant une période suffisante afin de se rendre compte de tous les faits et de faire ensuite rapport au Conseil de tutelle;

3°) d'autoriser un Comité constitué des représentants de la Chine, de la France, du Mexique, du Royaume-Uni ainsi que du Président à choisir, au nom du Conseil, les personnes qui composeront la dite mission de visite.

M. PYMON (Australie) (Interprétation) : La délégué de l'Australie a posé hier la question de savoir si ce Comité pourra faire rapport au Conseil avant la fin de la session. Avez-vous quelques renseignements nouveaux à nous donner ?

LE PRESIDENT (Interprétation) : Non, car le Comité n'a pas encore été constitué. C'est pour cette raison que j'ai proposé de le créer tout de suite, afin que nous puissions obtenir les renseignements nécessaires avant la fin de la session du Conseil.

M. PYMON (Australie) (Interprétation) : Je pense donc que le Comité qui va être créé fera tout son possible pour nous présenter son rapport avant la fin de la session.

LE PRESIDENT (Interprétation) : A mon avis, ce Comité devrait lui-même prendre contact avec un Comité formé de l'ensemble des membres du Conseil. La désignation des noms et d'autres questions du même genre se poseront et, pour cette raison, j'avais envisagé que le Conseil ne siègeât pas en séance plénière. Par conséquent, je propose une séance conjointe du Comité et du Conseil réuni lui-même en Commission.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je voudrais demander une explication sur la procédure qui est maintenant envisagée. Le Comité en question va-t-il être nommé par l'adoption de cette résolution ? Procédera-t-il au choix des membres de la mission et fera-t-il ensuite rapport au Conseil en une sorte de séance privée ? Sur la base de ce rapport, le Conseil donnera son approbation au choix qui sera fait.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Telle n'est pas exactement la procédure envisagée. Nous sommes, en effet, en présence d'une situation extrêmement délicate. Si nous réussissons à constituer un Comité de la nature de celui que nous envisageons et que nous désirons, il faudra, me semble-t-il, plus de quelques jours de travail. Il est nécessaire en effet de communiquer avec divers pays éloignés et il ne sera pas possible, à mon avis, de savoir, avant la clôture de notre session,

quelle sera la constitution exacte de ce Comité. J'avais suggéré hier au représentant de l'Australie et je propose à nouveau aujourd'hui que ce Comité soit désigné immédiatement et recherche les personnes qualifiées conformément aux types de personnalités que nous avons envisagés dans notre discussion d'hier; immédiatement avant la clôture de notre session, ce Comité présenterait son rapport au Conseil, réuni en Commission, sur les progrès de ses travaux. Je pense qu'il pourrait, en tout cas, nous faire à ce moment-là rapport sur le progrès de ses travaux.

M. KHALIDY (Irak) (interprétation): Si l'on envisage de créer en quelque sorte un comité intérimaire, je ne vois pas la différence entre la réunion d'un tel comité et une prolongation pure et simple de la session actuelle du Conseil, puisque cinq membres du Conseil vont, en effet, être obligés de continuer à se réunir. S'il y a une certaine logique dans la procédure que vous envisagez, Monsieur le Président, un point ne me paraît néanmoins pas clair et aurait besoin d'être précisé: ce comité serait-il intérimaire sans que nous lui donnions cette qualification?

Je dois donc revenir sur la position de principe que j'avais adoptée lors de la dernière séance et la maintenir entièrement.

C'est une mission extrêmement importante, la première de toutes celles que nous enverrons à l'avenir dans les territoires sous tutelle, et elle devra s'occuper d'une situation particulière primordiale. Nous ne devons pas oublier que cette mission constituera un précédent pour toutes nos missions futures.

J'estime donc que nous ne pouvons pas déléguer un tel pouvoir à un comité de cinq membres, mais que c'est au Conseil de tutelle lui-même, qu'il appartient de s'acquitter de cette fonction essentielle.

Je répète ma position de principe: je ne crois pas que nous ayons à exercer une fonction plus importante que celle relative à l'envoi de cette mission. Nous sommes en présence d'un groupe extrêmement important de personnes qui demandent leur autonomie. L'autorité chargée de l'administration a donné son approbation et nous a demandé d'envoyer une mission dans ce territoire.

Nous sommes - je le répète - un Conseil de dix membres - neuf actuellement - et je me demande s'il est vraiment logique et juste de déléguer un pouvoir aussi important à un groupe composé de notre Président et de quatre membres. Ce point demande à être précisé. Le Comité agira au nom du Conseil de tutelle et, dans ces conditions, les membres qui n'en feront pas partie ont bien le droit de savoir quels seront ceux qui vont parler en leur nom. Ce n'est d'ailleurs pas seulement au nom du Conseil de tutelle qu'agira le

Comité mais au nom des Nations Unies et la question intéresse directement chacun des Membres de l'Organisation.

Je me demande, encore une fois, si un tel comité composé de notre Président et de quatre membres du Conseil pourrait remplir une fonction aussi importante.

Je m'inclinerai, bien entendu, devant la décision de la majorité, mais je désire que chacun comprenne qu'il s'agit là d'une question de principe. C'est notre première mission, nous ne devons pas l'oublier, et il serait regrettable qu'elle donne lieu à des critiques.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation): Si on nous demandait maintenant de déléguer tout pouvoir de choisir les membres de la mission à un sous-comité, je comprendrais l'inquiétude du délégué de l'Irak mais il nous fait traverser, me semble-t-il, le fossé avant que nous y soyons arrivés. Si ce Comité était, en effet, nommé dès maintenant, il pourrait commencer à travailler et, sinon terminer ses travaux dès le début de la semaine prochaine, du moins choisir le nom de personnes qui seraient compétentes et prêtes à participer à cette mission. Dans ce cas, le Conseil de tutelle pourrait approuver ou non ce choix. Si, par contre, le travail de ce Comité n'était pas terminé la semaine prochaine, nous verrions, à ce moment-là, s'il y aurait lieu de donner des pouvoirs à ce Comité pour poursuivre ce travail ou de prendre toute autre décision.

Il me semble surtout urgent, Monsieur le Président, de nommer ce Comité afin qu'il puisse commencer ses travaux et nous faire rapport la semaine prochaine.

M. IVOR THOMAS (Royaume-Uni) (interprétation): Je suis disposé à proposer un amendement à la résolution que nous avons devant nous. A l'avant dernière ligne, nous pourrions remplacer les mots "choisir les individus, etc..." par "recommander au Conseil de tutelle les individus...". Cet amendement donnerait satisfaction, me semble-t-il, au délégué de l'Irak.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (interprétation): Hier, un événement mémorable s'est produit. Je crains qu'il n'ait pas été suffisamment remarqué. Depuis le début de notre session, j'espérais qu'à un moment donné je pourrais m'abstenir de participer à la discussion. Vous avez pu observer qu'hier je n'ai pas prononcé une seule parole. Je comptais m'abstenir également aujourd'hui, malheureusement, je suis en désaccord, pour la première fois, avec le délégué de l'Irak dont les propositions sont toujours si raisonnables et modérées.

La mission que nous allons constituer maintenant ne me semble pas créer un précédent, de quelque nature que ce soit, sauf dans le cas où une autre mission, ayant un caractère aussi fondamental, pourrait de nouveau être formée. En effet, et je l'ai déjà dit, la question qui nous occupe est unique; c'est une question sui generis. La mission qui doit l'étudier est également d'une nature unique. S'il s'était agi d'un cas normal, j'aurais demandé sans hésitation, qu'elle soit composée uniquement de membres de ce Conseil. Mais ici la situation est tout à fait spéciale,

Par ailleurs et je suis de nouveau en désaccord sur ce point avec le délégué de l'Irak -, cette mission ne parle pas au nom du Conseil de tutelle. En effet, si elle accomplit son travail comme elle le doit, elle ne parle à personne avant d'en référer au Conseil de tutelle. Elle écoute beaucoup, elle ne dit rien avant de présenter son rapport au Conseil.

Il serait fâcheux que la composition du personnel de cette mission ne rencontrât pas l'approbation formelle du Conseil de tutelle. Sur ce point, je suis d'accord avec le délégué de l'Irak ainsi qu'avec d'autres membres de ce Conseil. Je le serais également avec le délégué de l'Irak si le Conseil

désapprouvait le choix qui a été fait, mais il me semble qu'à la fin d'une longue session ceci est matériellement impossible. Sinon, je dois souligner ici qu'étant intéressé, autant que n'importe lequel des autres membres de ce Conseil, à la composition du personnel de la mission, je suis pourtant prêt à accepter, soit que le Conseil de tutelle se constitue en Comité, soit que la décision prise au sujet de ce personnel relève d'un sous-comité spécial, soit même que nous nous en remettions pour la décision finale, à notre Président ou au Secrétaire général.

Tant mieux si la mission peut être composée avant la fin de la session du Conseil. Tant mieux aussi si le Conseil de tutelle décide de se constituer en Commission. Sinon, autant nous mettre d'accord sur les principes généraux que notre Président a si admirablement exposés. Etant unanimes sur ceux-ci, il nous est possible de l'être également sur toute solution concernant le problème de la composition de cette mission.

M. PADILLA-NERVO (Mexique) (interprétation) : Si aucune objection n'avait été soulevée concernant le projet de résolution que nous avons sous les yeux, je me serais abstenu de prendre la parole. Mais quelques points me paraissent encore obscurs. J'insiste sur cette remarque parce que le Mexique a été proposé pour faire partie du Comité en question et aussi en raison du fait que les représentants de l'Australie et de l'Irak ont fait objection au projet de résolution.

La décision que nous allons prendre, de nommer un Comité chargé de désigner les membres de la Mission de visite, sera-t-elle bien compatible avec l'article 96 de notre Règlement ? Celui-ci dispose, en effet, que notre Conseil de tutelle désigne les membres de chaque mission de visite. Je me demande si nous sommes autorisés à interpréter de la sorte le mot "désigne".

Autre obscurité : le Conseil de tutelle est-il ou non tenu de recter en session avant d'avoir complètement épuisé son ordre du jour ? En effet, si le Conseil de tutelle décide qu'il faut envoyer une mission dans le Samoa pour étudier les problèmes qui se posent dans ce territoire, faut-il ou non que le Conseil de tutelle reste en session jusqu'à ce que les détails de cette mission aient été réglés par lui ? Sinon, quelle raison imposerait l'ajournement de la session avant réception des résultats définitifs au sujet des désignations pour cette mission ?

Je passe maintenant à l'amendement soumis par le représentant du Royaume-Uni, au texte de la résolution. Il est proposé de remplacer les mots "choisir les individus" par le terme "recommander au Conseil les

individus". Mais si nous approuvions ce texte, cela impliquerait que le Comité devrait se limiter à faire des recommandations et que le Conseil de tutelle devrait rester en session pour approuver formellement les recommandations qui lui seront soumises par ce Comité. Si nous nous ajournons, impossible de faire quoi que ce soit lorsque les recommandations du Comité auront été formulées. En tout cas, si les Membres du Conseil approuvaient la résolution dans sa teneur actuelle, j'aimerais que le Conseil de tutelle donnât au Comité qui serait ainsi désigné des instructions un peu plus précises et pleins pouvoirs pour décider, sans avoir à en référer, directement et formellement, au Conseil de tutelle. Ces instructions, à mon sens, devraient porter sur les trois points suivants :

1° Nous avons entendu, de la bouche même du Secrétaire général adjoint, un exposé relatif aux frais qu'entraînera la mission. Par conséquent, il y a, dans la décision concernant le nombre de membres composant la mission, une responsabilité financière à assumer par l'ensemble des Nations Unies. Le Conseil de tutelle doit donc, à tout le moins, préciser au Comité qu'il désignera à cet effet combien de membres devra comprendre la mission.

2° Il faudra déterminer avec une précision assez grande le mandat proprement dit de la mission, une fois celle-ci en route. Le Conseil pourrait peut-être, par exemple, se contenter de considérer le paragraphe 1 du projet de résolution que nous avons sous les yeux comme constituant des instructions suffisantes. Mais en tout cas, il conviendra de le dire d'une façon précise.

3° Il faudra que le Comité reçoive quelques indications quant à l'équilibre à réaliser dans la composition de la mission. Je voudrais qu'il sût s'il doit s'inspirer, par exemple, de la composition du Conseil de tutelle et, en conséquence, prévoir des représentants d'autorités chargées d'administration et d'Etats qui ne sont pas chargés

d'administration ou uniquement des représentants des autorités chargées d'administration.

Sur ces trois points, il serait utile, à mon sens, de préciser quelque peu le point de vue du Conseil de tutelle, afin que si ce dernier investit le Comité de pouvoirs aussi étendus, celui-ci sache ce qu'il doit faire exactement; la responsabilité assumée par lui doit être, tout au moins, connue et approuvée par le Conseil de tutelle.

M. GARREAU (France) : Le délégué du Mexique vient de faire un certain nombre d'observations qui correspondent à celles que je ne proposais de présenter au Conseil. Par conséquent, je n'aurai pas à m'étendre très longuement sur la question puisque je suis, dans l'ensemble, entièrement d'accord avec le délégué du Mexique.

Cependant, je tenais aussi à attirer tout particulièrement l'attention du Conseil sur l'intérêt et la valeur réelle des observations formulées par les représentants de l'Australie et de l'Irak. Ce Conseil n'étant composé, à l'heure actuelle, que de neuf membres, il paraît évidemment assez peu logique de déléguer des pouvoirs aussi importants que ceux prévus dans notre projet de résolution à quatre ou cinq d'entre nous seulement. A cet égard, je voudrais suggérer une solution qui a peut-être un intérêt pratique; je la soumetts à la réflexion de chacun de vous, Messieurs. Si ce Comité devait siéger plus longtemps que le Conseil lui-même, ne pourrait-il pas être composé de neuf membres, c'est-à-dire d'un représentant de chacun des Etats membres du Conseil. De cette façon, ce Comité ayant été pourvu de pleins pouvoirs pour désigner définitivement les membres de la mission que nous nous proposons d'envoyer aux îles Samoa, le Conseil de tutelle pourrait s'ajourner jusqu'à sa prochaine session et le Comité de neuf représentants des neuf Etats Membres du Conseil attendrait ensuite les réponses que nous aurons à recevoir de l'étranger des personnes dont nous solliciterions la participation à la mission à envoyer aux îles Samoa. Peut-être cette suggestion que je viens de faire pourrait-elle rencontrer l'approbation des représentants de l'Australie et de l'Irak ?

D'autre part, à propos d'un point particulier des observations du représentant du Mexique, je crois que le Conseil de tutelle pourrait, de con,
toute fa/ dès maintenant et avant de s'ajourner, prendre déjà certaines décisions, telle que, par exemple, la désignation des membres du Conseil qui feront partie de la mission. Je crois que tout le monde est d'accord, Monsieur le Président, pour que vous veuillez bien accepter de prendre la

présidence de cette mission que nous envoyons aux îles Samoa. Si trois membres du Conseil sont désignés pour en faire partie, j'estime que les deux autres membres devraient être choisis, l'un parmi les représentants des Puissances administrantes et l'autre parmi ceux des Puissances non administrantes. A mon avis, ceci constitue l'essentiel de la mission que nous envoyons.

Lorsque les trois membres du Conseil auront été désignés, le choix des experts, qui est un problème beaucoup plus facile, ne posera pas les mêmes difficultés. Par conséquent, une fois les trois membres du Conseil choisis ou plutôt les deux membres, en dehors de vous, Monsieur le Président, le sous-comité, qui pourrait siéger au-delà de la fin même de notre session et qui serait composé de représentants des neuf pays membres de ce Conseil, pourrait ensuite, en prenant tout le temps dont il a besoin, choisir les experts auxquels nous ferions appel. Je mets à part, naturellement, la question de savoir quels seront les représentants, experts ou fonctionnaires du Secrétariat qui seraient adjoints à la mission, ce qui ne présente aucune difficulté. Nous pourrions laisser ce choix à l'agrément du Secrétaire général; d'ailleurs, le sous-comité aurait également à prendre cette décision, mais je ne vois là aucune difficulté.

LE PRESIDENT (Interprétation) : La proposition faite par le représentant de la France me semble très intéressante et de nature à satisfaire tous les membres du Conseil.

Il nous est proposé d'adopter la résolution qui nous est soumise mais, au lieu de désigner un comité de cinq membres nous pourrions nommer un comité de neuf représentants, c'est-à-dire un par Etat siégeant à ce Conseil. Ce comité se réunirait après la séance de cet après-midi afin de se mettre immédiatement au travail et désignerait, si possible, les noms de ceux devant former la mission de visite. Il fera un rapport au Conseil avant la fin de la session, à moins qu'il n'ait pleins pouvoirs pour établir un choix final.

Je demanderai au représentant de l'Irak si cette proposition lui convient.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Oui, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je poserai la même question au représentant du Royaume-Uni, qui avait fait une contre-proposition.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (Interprétation) : J'accepte cette solution et je retire ma première suggestion.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (Interprétation) : La proposition qui vient d'être faite est admirable et je n'ai aucune objection à formuler.

Malheureusement, la situation que je craignais et que je voulais éviter est arrivée. Vous savez que je dois quitter New-York aujourd'hui à 17 heures 45. Je ne pourrai donc pas participer à la discussion sur le choix des membres devant composer la mission d'enquête. J'ai certainement un assistant très capable d'exposer le point de vue de la Nouvelle-Zélande, mais j'espérais être présent à ce débat et je m'aper-

çois que cela ne sera pas possible. Je ne veux pas soulever de difficultés, mais il est bien entendu que je me réserve tous les droits de faire des critiques si je n'approuve pas la décision qui aura été prise.

M. MAKIN (Australie) (Interprétation) : Nous pourrions peut-être tourner la difficulté éprouvée par la délégation néo-zélandaise, car nous comprenons fort bien l'importance particulière que présente pour cette délégation le choix des membres de la mission d'enquête. Le Conseil de tutelle pourrait peut-être lever dès maintenant sa séance, afin que le comité puisse se réunir avant le départ de Sir Carl Berendsen et lui permettre de participer à la discussion. Après avoir décidé de ce que le Conseil de tutelle veut renvoyer devant ce comité, le Conseil lèverait la séance et le comité pourrait se réunir.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je désire simplement assurer notre Vice-Président que nous ne le tiendrons nullement pour responsable de notre initiative. C'est là seulement un effort pour nous adapter aux circonstances, en même temps qu'un témoignage d'estime envers notre Vice-Président.

Une autre question se pose. Nous devons approuver cette résolution, afin qu'il y ait un comité de l'ensemble du Conseil. Par conséquent, sans relire la résolution que vous avez devant vous, je me bornerai à vous rappeler le dernier paragraphe : "Un comité composé des représentants des neuf membres assistant actuellement à la réunion du Conseil, ainsi que du Président, sera autorisé, au nom du Conseil, à recommander à celui-ci les personnalités qui composeront ladite mission."

Je ne propose pas de prendre un vote à ce sujet. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que cette résolution est adoptée.

(La résolution est adoptée).

M. NERVO (Mexique) (Interprétation) : La traduction française du dernier paragraphe de l'amendement du Royaume-Uni a indiqué que le comité des neuf devait recommander des membres de la Commission. J'ignore si c'était bien là le sens de la proposition que vous avez faite, ou si vous vouliez que le comité des neuf choisisse les membres de la Commission.

LE PRESIDENT (Interprétation) : La seule réponse que je puisse donner est que j'avais lu ce texte dans la forme sous laquelle il nous est présenté ici : "Au nom du Conseil, choisir les personnes qui composeront la mission". Je pensais que le comité de l'ensemble du Conseil aurait des pouvoirs pour agir après la fin de la session du Conseil. En effet, l'article 66 de notre règlement prévoit que les comités sont autorisés à se réunir quand le Conseil ne siège pas en session.

LE PRESIDENT (Interprétation) : C'est là, à mon avis, une excellente suggestion. Le délégué de la Nouvelle-Zélande attache, nous le savons, un grand intérêt à ces négociations. Je pense que le résultat final ne sera pas atteint avant son retour, mais je ne vois pas, pour le moment, d'autre solution que de nous mettre immédiatement à l'oeuvre et de faire progresser le plus possible nos travaux avant le départ du représentant de la Nouvelle-Zélande, afin de pouvoir aboutir à des résultats qu'il connaîtra à son retour. Nous regrettons l'obligation dans laquelle il se trouve de partir. Il me semble que c'est là la solution la meilleure.

Je vous propose de suspendre la séance plénière et de tenir une réunion privée dans une salle voisine où l'interprétation simultanée nous permettra de gagner du temps. Je propose que nous discussions de cette question avant le départ de notre Vice-Président et peut-être pourrions-nous aborder le problème des questionnaires.

Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) (Interprétation) :
Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que le délégué de l'Australie. Je n'ai pas d'autre objection contre la solution qui est proposée, mais je voudrais qu'il soit bien entendu qu'elle n'est pas prise sur ma demande. Je doute cependant qu'on puisse aboutir à une solution en un temps aussi bref. Toutefois, si les vues du Conseil sur la mission correspondent à celles qu'a exprimées le Président, je crois que la sélection du personnel que nous enverrons pourrait être établie sur cette base. Je suis prêt à laisser l'initiative de cette mission au Conseil, au Président, ou à toute personne raisonnable.

Je ne fais pas d'objections à ce que le Conseil se constitue en comité, mais la chose me surprend, car la question ne figurait même pas à l'ordre du jour.

M. RYCKMANS (Belgique) (Interprétation) : Quelques difficultés vont se présenter. La première est celle de savoir qui présidera ce comité de neuf membres dont vous ne ferez pas partie, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je ne puis que vous renvoyer à la clause de la résolution que vous avez devant vous : "Un comité des représentants des neuf membres du Conseil assistant à cette session, ainsi que le Président, seront autorisés... etc ...".

M. RYCKMANS (Belgique) : Ne suffit-il pas que, sans avoir adopté cette résolution, le Conseil décide qu'il siégera en comité privé pour discuter de cette question ? Il n'est pas nécessaire à mon avis de constituer aujourd'hui un comité. Nous pouvons créer celui-ci au moment de nous séparer, si des décisions n'ont pas été prises. Pour le moment, nous pouvons siéger en comité privé en tant que Conseil de tutelle. Je demande au Secrétaire général s'il peut en être ainsi.

LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT (Interprétation) : A mon avis, le délégué de la Belgique a raison et le Conseil peut décider de siéger en privé. Il lui appartient même de modifier son règlement. Par conséquent, il peut changer de salle.

M. KHALIDY (Irak) (Interprétation) : Je crois que l'on peut tranquilliser le délégué de la Belgique. L'idée originelle était que le comité pouvait, si cela était nécessaire, continuer à siéger après la fin de la session du Conseil. C'était là une solution de compromis. C'est au Président et au Conseil qu'il appartient de décider.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Je voudrais rappeler au comité que nous avons approuvé cette résolution qui crée un comité de neuf membres plus le Président. Je demande qu'on ne prolonge pas inutilement ce débat.

M. NERVO (Mexique) (Interprétation) : Nous pouvons nous référer à l'article 44 de notre règlement intérieur relatif à la publicité des débats. J'allais le suggérer lorsque le délégué de la Belgique a présenté sa proposition. Nous pourrions donc décider de siéger en séance privée.

Je pense d'ailleurs que le Conseil de tutelle, réuni en séance privée, pourrait arriver à choisir les membres de la mission avant qu'il soit besoin de confier cette tâche à un comité. Si nous arrivions à faire ce choix en Conseil, nous ne serions plus en désaccord avec l'article 96 de notre règlement intérieur qui précise que le Conseil de tutelle désigne les membres de chaque mission de visite.

J'ai d'ailleurs déjà posé cette question sans obtenir de réponse. Nous pourrions, je crois, arriver à décider, en séance privée du Conseil, du choix des membres de cette mission.

LE PRESIDENT (Interprétation) : D'après l'article 96 qui stipule : "Le Conseil de tutelle désigne les membres de chaque mission de visite, de préférence...", il me semble que le Conseil de tutelle, s'il a le pouvoir de choisir, a aussi celui de conférer à un comité les pouvoirs nécessaires en la matière. Il n'y a pas là d'objection juridique.

Je propose donc que le Comité de neuf membres se réunisse dès maintenant.

(La séance est levée à 15 heures 40).